



COMMUNIQUE DE PRESSE

Bruxelles, le 27 novembre 2025

Enseignement : tronc commun entre les acteurs

Le 10 novembre dernier, fédérations de Pouvoirs organisateurs (CECP, CPEONS, FELSI, SeGEC), rejointes par WBE, représentants des organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves (FAPEO et UFAPEC) et organisations syndicales (CGSP Enseignement, Secta-SEL et CSC-Enseignement) sollicitaient, auprès du président du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, un échange avec les député(e)s afin de leur faire part de leurs craintes quant à l'avenir de l'enseignement.

En effet, il est important que les difficultés et les inquiétudes du secteur soient exposées de manière publique et transparente

A l'occasion de l'audition de ce jeudi 27 novembre, les acteurs invités tenaient collectivement à rappeler quelques éléments qui les unissent :

En 2015, nous avons contribué, avec le concours d'un large panel d'experts, à la réalisation **d'un diagnostic exhaustif** de l'état du système scolaire en Fédération Wallonie-Bruxelles. Cela a mis en évidence que notre système scolaire produisait des résultats insatisfaisants en termes d'efficacité, d'efficience et d'équité. Les taux de redoublement, de diplomation, comme celui du décrochage scolaire en étaient des symptômes clairs. Le parcours scolaire de trop nombreux élèves étant basé sur des mécanismes de relégation et de filiarisation, plutôt que sur un réel projet d'orientation construit par et avec les élèves, en témoignait également.

Au départ de ces constats largement partagés au-delà du monde éducatif, nous avons contribué à la mise en place de dispositifs visant à renforcer la qualité et l'équité de l'enseignement. L'objectif majeur est de doter tous les élèves du bagage nécessaire leur permettant de s'engager dans la vie active.

C'est ainsi que depuis 2019, une trajectoire a été dessinée jusqu'à l'horizon 2030 pour réformer l'École de manière systémique. Aujourd'hui, comme hier ou demain, il nous apparaît que réformer durablement l'École ne peut et ne pourra se faire qu'avec **l'adhésion et l'implication de ses acteurs**. Or, aujourd'hui, c'est justement la perte d'adhésion et de sens qui menacent.

Au regard de certaines décisions politiques adoptées par le Parlement depuis le début de cette législature, des mesures d'économie issues du conclave budgétaire et de la détérioration du dialogue avec le Gouvernement, nous sommes inquiets quant à l'évolution de notre système

éducatif et à l'avenir des élèves.

En juin 2024, nous avions déjà tiré la sonnette d'alarme en prévenant les présidents de parti formateurs du gouvernement de la FWB de notre attachement aux objectifs du Pacte et la volonté de concertation en amont des négociations. Sous diverses formes d'expression, nous avons réitéré ce message à plusieurs reprises.

Malgré des différences d'analyse, de points de vue et/ou de solutions pour améliorer l'École, nous, acteurs de l'enseignement, avons choisi de nous réunir régulièrement afin d'échanger sur ce qui fait sens pour nous : l'avenir de l'École. C'est dans la foulée de nos rencontres que s'inscrivait cette demande d'audition.

Cette audition est à voix multiples et met en évidence, comme depuis le début des travaux du Pacte, des accents, des priorités, des différences...reflets des casquettes qui sont les nôtres. Mais, ce qui est important de souligner aujourd'hui, c'est qu'au-delà de ces différences, nous poursuivons encore et toujours l'objectif commun d'amélioration de notre enseignement, au bénéfice des élèves. Pas à n'importe quel prix. Notre volonté d'être associés en amont est en quelque sorte notre valeur ajoutée contributive à analyser les réformes afin d'en assurer la faisabilité.

Les cartes sont désormais entre les mains des parlementaires qui seront amenés, dans les prochaines semaines, à prendre part à des votes importants pour l'avenir de l'enseignement.